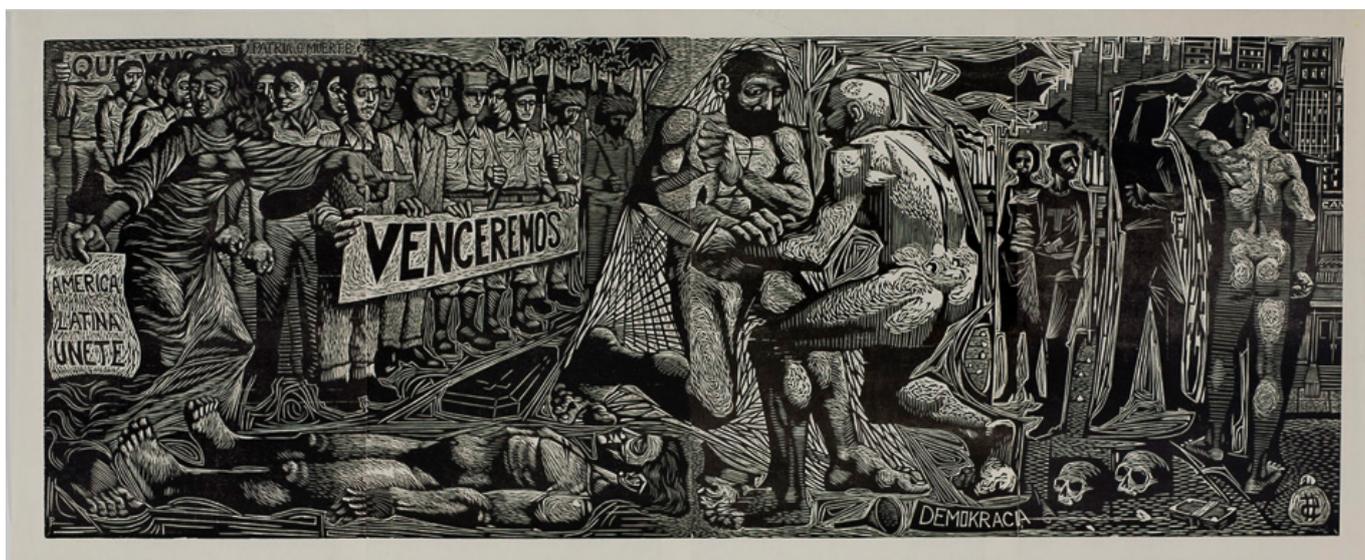


## Newsletter 28 (2020) : Ici, ce n'est pas la mort mais l'avenir qui est à craindre



Luis Peñalver Collazo (Cuba), America Latina, Unete ! / Amériques Latines, Unissez-vous! 1960

Chers amis, chères amies,

Salutations du bureau du **Tricontinental : Institut pour la Recherche Sociale**.

Le Fonds monétaire international (FMI) a publié sa **mise à jour** de juin 2020. Le pronostic est sombre. La croissance mondiale pour 2020 devrait s'établir à -4,9 %, soit 1,9 % de moins que les prévisions du FMI d'avril. La pandémie COVID-19 a eu un impact plus négatif que prévu sur l'activité au cours du premier semestre 2020, reconnaît le FMI. Les prévisions pour 2021 sont quelque peu optimistes, se situant à 5,4 %, ce qui est plus élevé que les 3,4 % prévus par le FMI en janvier 2020. L'impact négatif sur les ménages à faible revenu est particulièrement important », déclare le FMI. La réduction de la pauvreté n'est pas à l'ordre du jour. Le récent rapport de la Banque mondiale adopte une vision sombre, avec une prévision de croissance pour 2020 de -5,2 %, ce qui laisse présager la plus grave récession mondiale depuis huit décennies. La Banque mondiale prévoit une croissance de 4,2 % en 2021, ce qui est inférieur aux 5,4 % prévus par le FMI.

C'est la saison des rapports annuels, et chacun d'entre eux semble plus déprimant que l'autre. Le FMI avait auparavant **qualifié** la situation économique mondiale de « Grand confinement » ; aujourd'hui, dans son nouveau rapport, la Banque des règlements internationaux l'**appelle**, un « arrêt planétaire brutal ». Quoi qu'il

en soit, ils indiquent la convulsion de grandes parties de l'économie mondiale. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) avait prédit une baisse de 32 % du volume du commerce mondial, mais il semble **maintenant** qu'il n'ait diminué que de 3 % (les vols commerciaux mondiaux ont diminué de 74 % de janvier à la mi-avril et ont depuis augmenté de 58 % à la mi-juin, tandis que le trafic portuaire de conteneurs a repris en juin par rapport à mai). Cela aurait pu être bien pire », **déclare** le directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo.



Dikó, Cacri Photos (Venezuela), El Ajedrez en tiempos de Covid / Les échecs au temps du COVID, Caracas, 2020

L'Organisation internationale du travail ne peut pas être aussi désinvolte ; la situation est aussi mauvaise que prévu, voire pire. Dans une **note** conceptuelle pour une conférence début juillet sur COVID-19 et le monde du travail, l'OIT affirme que la pandémie a entraîné la perte d'au moins 305 millions d'emplois, l'impact frappant lentement mais sûrement les Amériques. Il s'agit d'un chiffre conservateur ; un chiffre plus radical est que la moitié des personnes en âge de travailler sont sans revenu adéquat. L'OIT écrit qu'en termes de travail, le virus « a frappé les plus défavorisés et les plus vulnérables de la manière la plus dure et la plus cruelle, exposant ainsi les conséquences dévastatrices des inégalités ».

Deux milliards de travailleurs sont employés dans l'économie informelle (six travailleurs sur dix) ; parmi eux, le rapport de l'OIT note que 1,6 milliard « sont confrontés à une menace imminente pour leurs moyens de subsistance, car le revenu moyen dans l'économie informelle a diminué de 60 % au cours du premier mois de la pandémie ». Cela a entraîné une augmentation spectaculaire de la pauvreté, et l'avertissement du Programme alimentaire mondial en avril que la prochaine pandémie pourrait être une « pandémie de faim », un sujet que nous avons abordé dans notre vingtième **newsletter** de cette année.



Carlos Fiengo (Bolivie), *Shoppers at the market pay to be disinfected / Les acheteurs au marché paient pour être désinfectés. Marché Rodríguez, La Paz (Bolivie), 2020.*

L'impact négatif inégal de la récession du coronavirus doit être mis en avant. Dans une récente interview, la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, a **déclaré** qu'une contraction de 3,2 % des économies africaines serait « le plus lourd coup porté à l'Afrique au moins depuis les années 1970 ». L'économie sud-africaine avait déjà commencé à se contracter avant la pandémie et se trouve maintenant dans une situation difficile ; le ministre des finances Tito Mboweni a déclaré qu'elle se contracterait probablement de plus de 7,2 % en 2020, le plus important ralentissement du pays depuis cent ans. Comme antidote, Mboweni a choisi la voie de l'austérité, qui – **écrit** l'économiste Duma Gqubule dans *New Frame* – « entraînera l'effondrement des services publics et la hausse des niveaux de chômage, de pauvreté et d'inégalité qui transformeront le pays en un désert économique ».

Face à la pression du FMI et des créanciers internationaux, le ministre des finances du Ghana, Ken Ofori-Atta, a déclaré qu'alors que les pays riches étaient autorisés à accroître leur dette pour stimuler l'économie, on disait à des pays comme le Ghana de respecter les règles, de payer le service de leur dette et de mener un programme d'austérité. Vous avez vraiment envie de crier : « Je ne peux pas respirer », a déclaré Mme Ofori-Atta, faisant délibérément écho aux dernières paroles de George Floyd.

L'annulation de la dette, une question si fondamentale pour notre époque, n'est tout simplement pas à l'ordre du jour. En fait, le département américain du Trésor a clairement fait savoir au FMI que même l'émission de 1 000 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux (DTS) pour fournir des fonds aux États affamés de liquidités touchés par la récession due au coronavirus ne serait pas possible. Le Trésor américain a également clairement indiqué que l'allègement de la dette est une question relevant du secteur privé qui devrait être laissée aux créanciers. Pas étonnant qu'Ofori-Atta ait utilisé l'expression très chargée « Je ne peux pas respirer » pour indiquer l'étouffement des économies et des populations du Sud.



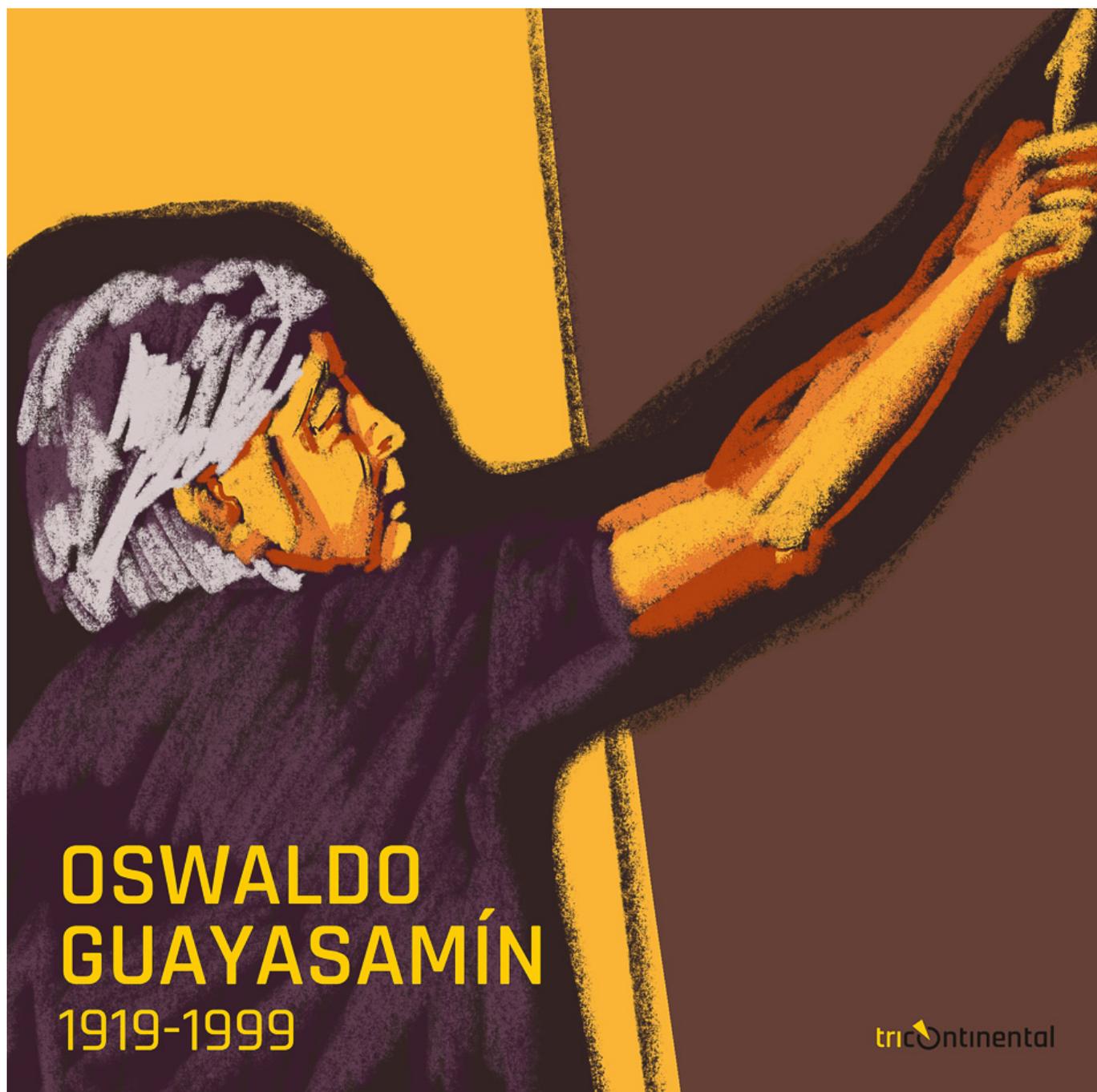
Carlos Fiengo (Bolivie), Herb and spice vendor / Vendeur d'herbes et d'épices, La Paz, Bolivie, 2020.

Carlos Felipe Jaramillo, l'économiste colombien et récemment nommé vice-président de la Banque mondiale pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a déclaré que la région perdrait probablement vingt ans de progrès dans la lutte contre la pauvreté, et qu'au moins 53 millions de personnes supplémentaires seraient entraînées dans la pauvreté. L'Amérique latine, **a-t-il déclaré**, est confrontée à « sa pire crise depuis que l'enregistrement [moderne] a commencé, il y a au moins 120 ans ».

Ce que dit M. Jaramillo est amplifié avec clarté par un nouveau **dossier** de Tricontinental : l'Institut pour la recherche sociale : L'Amérique latine sous le choc de Corona. Ce dossier, préparé par nos bureaux de Buenos Aires (Argentine) et de São Paulo (Brésil), offre une analyse complète des crises sanitaires, sociales et économiques dans la région. S'appuyant sur les données de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le dossier montre que le chômage, la pauvreté et la faim vont s'aggraver de manière incontrôlée dans la région. Le FMI a **déclaré** que l'Amérique latine pourrait retrouver un taux de croissance de 3,7 % en 2021, mais même cela repose sur la stabilisation de la pandémie et le retour de prix plus élevés des matières premières, deux éléments qui ne sont pas à l'horizon.

Un élément crucial de notre dossier est l'idée que tout cadre politique actuellement sur la table n'est qu'un néolibéralisme reconditionné (comme le montre l'insistance de Jaramillo sur la nécessité pour l'Amérique latine de « promouvoir l'innovation, l'esprit d'entreprise et la concurrence pour remédier à la faible productivité », alors que le problème est une crise de l'emploi et de la faim d'une ampleur qui va au-delà du verbiage vide de Jaramillo et qui est en fait largement le résultat du type de politiques qu'il propose).

Dans une **étude** précédente (*Nuestra América bajo la expansión de la pandemia*, 22 juin), notre bureau de Buenos Aires a souligné que la contraction économique qui se produit en Amérique latine ne peut être inversée sans une meilleure politique monétaire (plutôt que par des cycles de dévaluation) et l'annulation de la dette (qui en Argentine approche les 100 % du PIB). Malgré la crise révélée par la pandémie, les forces politiques qui sont marquées par la religion du néolibéralisme continuent de lire dans son catéchisme : austérité, argent sain, marchés des capitaux déréglementés, budgets équilibrés, privatisation et commerce libéralisé. C'est pourquoi, selon notre dossier, les gouvernements de la région restent coincés dans un cadre politique néolibéral, qui donne la priorité à « la protection de l'économie avant la protection de la population ».



Protéger l'économie est une autre façon de dire protéger l'idée de propriété privée. Il y a des gens qui ont faim, et il y a de la nourriture, et pourtant la nourriture n'est pas livrée aux affamés parce qu'ils n'ont pas d'argent et parce que la nourriture est traitée comme une marchandise plutôt qu'un droit. Les gouvernements préfèrent utiliser la richesse sociale pour engager des forces militaires et policières afin d'éloigner les gens de la nourriture, signe certain que le système a une âme desséchée. Notre dossier, bien que fondé sur des sources d'Amérique latine, soulève de profondes questions sur l'épuisement du système capitaliste mondial dans une période de grande souffrance humaine ; ni les gouvernements néofascistes ni les gouvernements néolibéraux, qui défendent la logique capitaliste de la propriété sur les droits humains, ne sont capables de gérer l'ampleur de la catastrophe humaine qu'ils ont en partie créée.

[https://www.thetricontinental.org/wp-content/uploads/2020/07/20200701\\_Making-of\\_EN.mp4](https://www.thetricontinental.org/wp-content/uploads/2020/07/20200701_Making-of_EN.mp4)

En collaboration avec la Semaine internationale de la lutte anti-impérialiste, Tricontinental : Institute for Social Research organise un concours d'affiches. Au cours de la première phase, les artistes ont produit des affiches pour illustrer leur interprétation du **capitalisme**. Nous avons maintenant demandé aux artistes de produire de nouvelles affiches sur le thème du **neolibéralisme**. Notre définition du néolibéralisme est simple : Les riches répondent à une crise capitaliste en refusant de payer des impôts et en obligeant l'État à ajuster ses politiques à leur avantage. Pendant ce temps, les États réduisent les dépenses sociales, vendent des biens publics, sabrent dans les réglementations commerciales et financières et vendent les biens communs – tels que l'eau et l'air – aux entreprises. Nous demandons aux artistes de représenter visuellement ce concept et de soumettre leurs œuvres à [posters@antiimperialistweek.org](mailto:posters@antiimperialistweek.org) avant le 16 juillet. Il s'agit du concept dont le cadre politique a besoin pour renforcer son emprise sur les sociétés fracturées d'Amérique latine.

[The Pandemic and its impact: Interview de Brasil de Fato/ La pandémie et son impact : l'interview de Brasil de Fato, 2020 \(en anglais avec sous-titres portugais\)](#)

Récemment, le portail médiatique brésilien Brasil de Fato m'a interviewé au sujet du Tricontinental : Institut de recherche sociale, des **études** sur CoronaShock et sur le paysage post-COVID-19. Dans cette interview, je résume le travail de notre Institut, en particulier l'impact de la pandémie sur le monde en développement.



Wellington Lenon (Brazil), The MST organises the donation of fifty tons of food in the interior of Paraná, Brazil, April 2020.

Il est impossible d'imaginer que la misérable situation actuelle ne sera pas bouleversée par la capacité des êtres humains à trouver des moyens de se rassembler et de transformer notre réalité. Ce n'est pas quelque chose de théorique. Déjà, nos mouvements populaires forment des moyens de soulager et de pousser pour des futurs alternatifs. La pourriture exposée par la pandémie laisse présager un avenir effrayant. Enfin, à moins que nous décidions de nous en servir pour façonner le monde dans lequel nous voulons vivre.

Chaleureusement,

Vijay.

*\*Traduit de l'anglais par Claire Savina*

